



8 PROPOSITIONS CONVERGENTES POUR LA RECONQUÊTE DE NOS SERVICES PUBLICS ET DE NOTRE FONCTION PUBLIQUE :

1. **Le maintien des services publics sur l'ensemble du territoire national** y compris l'Outre Mer, de leur implantation, leurs missions, leurs structures et services existants. **Leurs réimplantations** afin de couvrir l'ensemble des besoins de la population sur l'ensemble du territoire. **La création de nouveaux services publics** pour répondre aux nécessités du 21ème siècle : logement, internet et téléphonie, énergie, eau, transition écologique, maintien dans l'autonomie ...
2. **Garantir la continuité, la neutralité et l'égalité de traitement des usagers** : cela exige des agents sous statut, un plan de titularisation des agents non-titulaires, le retrait du projet de loi sur la réforme de la fonction publique, l'arrêt de la mise en œuvre d'Action Publique 2022 et de tous les projets de démantèlement des services publics.
3. **Remettre la relation agents-usagers au cœur de nos services publics** : cela nécessite des agents dans les services pour accueillir avec bienveillance l'ensemble des usagers et répondre aux situations concrètes et diversifiées des usagers. Cela implique l'arrêt du tout numérique, des suppressions d'emploi et un plan de recrutement pluriannuel partout où c'est nécessaire. L'informatique doit être un outil pour adapter les services publics aux besoins des usagers, non pour adapter les usagers aux politiques d'austérité.
4. **Les services publics et la fonction publique sont notre bien commun : les usagers, les personnels et les élus doivent avoir leur mot à dire.** Il faut créer les conditions d'une démocratisation des services publics et de la fonction publique avec des pouvoirs et des droits nouveaux pour les usagers, les élus, les personnels.
5. **Des services publics pour répondre à l'urgence environnementale.** Nous avons pour cela besoin de renouer avec une politique d'aménagement de notre territoire et de services publics mettant la puissance publique au service de l'Intérêt général. L'État ne peut se défausser sur les collectivités locales en les laissant seules face à cette urgence. Il faut stopper la déréglementation environnementale, sanitaire et sociale.
6. **Financer des services publics de qualité accessibles à toutes et à tous partout.** Cela nécessite un haut niveau d'investissement et de dépense de fonctionnement. Il est donc impératif de refonder notre système fiscal afin de le rendre juste et fortement progressif, de renforcer les moyens pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales afin d'orienter une partie de nos richesses vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre. La contribution des entreprises au financement de la puissance publique et de la transition écologique doit être rehaussée. L'épargne populaire doit être mobilisé en ce sens.
7. La Convergence des services publics réaffirme la nécessité :
 - de reconstruire un service public de **santé, de sécurité sociale et de protection sociale.**
 - **de reconquête, de réappropriation, d'invention et de développement de politiques publiques** dans leurs dimensions territoriales, nationales, européennes et internationales. Il s'agit d'en faire des outils au service de la satisfaction des besoins d'aujourd'hui et de demain. Il s'agit aussi de reconquérir des activités et de l'emploi industriels articulées à la nécessaire transition énergétique et écologique.
8. **Ces propositions nécessitent des états généraux des services publics** ayant comme ambition d'inventer et développer les politiques publiques et des services publics pour les besoins d'aujourd'hui et de demain de nos concitoyens. d'être mises en débat. Usagers personnels et élus doivent s'approprier ce qui est notre bien commun : nos services publics et notre Fonction publique.